

## **BASS-MS/ CC66-CHRS/ CCSI : DES NÉGOCIATIONS**

### **SALARIALES PRISES EN OTAGE PAR L'ÉTAT**

Communiqué SUD Santé Sociaux

Depuis leur retour à la table des négociations début septembre 2025 de l'organisation patronale AXESS, à chaque séance comme elle l'avait annoncé il n'y a plus aucune avancée sur des augmentations de salaire.

AXESS déclarant même en séance leur inquiétude sur une possible CCUE qui devient de plus en plus improbable au regard des politiques d'austérité imposées par les pouvoirs publics.

Lors de la CMP de la BASS-MS du 15 janvier 2026, AXESS a martelé qu'elle n'avait plus mandat de leur conseil d'administration pour poursuivre les négociations sur le bloc « classification/ rémunération » pour toute l'année 2026, préférant attendre les prochaines échéances présidentielles de 2027.

Malgré l'insistance de SUD Santé Sociaux et des autres organisations syndicales sur l'urgence salariale et la revalorisation des salaires du secteur, AXESS n'entend rien, préférant ne pas prendre de risques pour leurs adhérents du secteur sanitaire, social et médico-social associatif non lucratif.

Cette posture politique d'AXESS traduit leur peur de voir encore plus d'établissements en difficultés financières et *in fine* leur échapper pour aller des financements du privé lucratif, annonçant ainsi la mort de notre secteur tel qu'il existe aujourd'hui.

Le vote par l'assemblée nationale en décembre 2025 du renouvellement du budget d'austérité du PLFSS et en janvier 2026 du PLF de l'Etat illustre bien et confirme l'abandon de celui-ci.

La dernière décision du Sénat du 7 janvier 2026 est venue supprimer toute mesure sérieuse de revalorisation salariale dans un contexte où le SMIC vient d'être augmenté et renvoie à nouveau plusieurs échelons de nos grilles de salaires conventionnelles en dessous de celui-ci.

Et, ce n'est pas de l'annonce d'une conférence salariale pour notre secteur en février 2026 qu'il faut attendre quelque chose sans la construction d'un rapport de force avec les salarié.es et dans l'unité syndicale et les collectifs de luttes.

Paris, le 22 janvier 2026

